

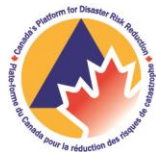
2017

Huitième Table ronde nationale annuelle pour la réduction des risques de catastrophe

Faire et reconstruire mieux

Les 23 et 24 octobre 2017 | Halifax (Nouvelle-Écosse) | #CDNrrc

Canada 



PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Équiper les canadiens face à l'évolution du climat



Table des matières

Message des coprésidents du Comité consultatif	3
Sommaire	4
Séances	5
Médias sociaux	5
Programme de la Table ronde.....	6
Jour 1 – Cérémonie d’ouverture	7
Accueil traditionnel par l’aînée Deborah Eisan	7
Mot d’ouverture d’Andy Fillmore	8
Mot d’ouverture de Michael Savage.....	9
Mot d’ouverture de l’honorable Derek Mombourquette.....	10
Commémoration de l’explosion du port d’Halifax en 1917	11
Allocution principale de Robert Glasser.....	12
Faire et reconstruire mieux	15
À vous la parole.....	16
Jour 2	18
Mot d’ouverture par l’honorable Iain Rankin	18
Réduction des risques de catastrophe et adaptation aux changements climatiques au Canada.....	19
Lier le développement durable à l’adaptation et à la réduction des risques de catastrophe	20
Faire et reconstruire mieux	21
Séances parallèles	23
Leçons tirées de l’expérience	23
Mettre l’accent sur les évacués	25
Passer de la recherche à l’action.....	27
Risques côtiers.....	29
Infrastructure résiliente	33
Annexe – Évaluation et statistiques	37

Message des coprésidents du Comité consultatif

La Table ronde nationale de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) a lieu chaque année pour permettre aux experts et aux intervenants de tous les secteurs de la société d'échanger de l'information et d'appuyer le Canada dans ses efforts pour bâtir des collectivités résilientes et mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai des Nations Unies, que le Canada a approuvé en 2015, comme 186 autres pays.

Nous sommes heureux que Sécurité publique Canada ait organisé cette année la deuxième journée de l'événement en collaboration avec la Plate-forme canadienne d'adaptation aux changements climatiques, forum national dirigé par Ressources naturelles Canada où les membres des secteurs public et privé collaborent pour faire progresser les priorités du Canada en matière d'adaptation aux changements climatiques (ACC). Nous ne pouvons pas réduire de façon fiable les risques liés aux aléas climatiques sans tenir compte de l'ACC; voilà pourquoi le travail effectué par ces deux plate-formes est interrelié. Le programme passionnant de la Table ronde a permis d'explorer ces liens et de discuter des progrès accomplis dans ces domaines importants. Le renforcement de ces liens sera une priorité pour améliorer l'ACC et la RRC au Canada dans les années à venir.

Le thème de la Table ronde de cette année était « Faire et reconstruire mieux », l'une des quatre priorités du Cadre d'action de Sendai. Puisque la Plate-forme régionale pour la RRC dans les Amériques et la Plate-forme mondiale se sont tenues plus tôt cette année, soit en mars et en mai respectivement, nous avons eu une excellente occasion de maintenir l'élan, de poursuivre la discussion et d'appuyer les progrès accomplis lors de ces deux événements. Nous poursuivrons le travail afin de renforcer la résilience du Canada, ainsi que de renforcer et d'harmoniser notre approche de RRC au Cadre d'action de Sendai.

La neuvième Table ronde nationale annuelle se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique) et permettra de poursuivre la discussion sur les liens entre l'ACC et la RRC qui a débuté à Halifax.

Au plaisir de vous voir à Vancouver!

Stéphanie Durand
Coprésidente, Comité consultatif
Directrice générale, Politique et relations
avec les intervenants
Secteur de la gestion des urgences et des programmes
Sécurité publique Canada

Michel Doré
Coprésident, Comité consultatif
Professeur agrégé
Université du Québec à Montréal

Sommaire

La Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe a été l'hôte de la huitième Table ronde nationale annuelle pour la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue à Halifax (Nouvelle-Écosse) les 23 et 24 octobre 2017. La table ronde a réuni quelque 250 participants de tout le pays et d'ailleurs, qui représentaient tous les ordres de gouvernement, les peuples autochtones, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé, le milieu universitaire, les collectivités locales et le grand public.

Le thème de cette année était « Faire et reconstruire mieux », l'une des quatre priorités d'action prévues au Cadre d'action de Sendai des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. Au cours des dernières années, le Canada et la communauté internationale ont connu une augmentation du nombre et de la fréquence des catastrophes. Cette tendance devrait se poursuivre et s'amplifier davantage en raison des changements climatiques. Voilà pourquoi il est nécessaire de renforcer la préparation aux catastrophes pour mieux intervenir, de prendre les mesures qui s'imposent en prévision des événements, de veiller à ce que les capacités d'intervention et de relèvement soient en place à tous les échelons et de tenir compte des effets des changements climatiques futurs dans chacune de ces activités. La phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction est une occasion cruciale de mieux reconstruire, notamment en intégrant la réduction des risques de catastrophe (RRC) et l'adaptation aux changements climatiques (ACC) dans les mesures de développement.

L'événement de deux jours s'est déroulé en neuf séances plénières, huit séances parallèles et en plusieurs occasions de réseautage. La deuxième journée de la Table ronde s'est tenue conjointement avec la Plate-forme canadienne d'adaptation aux changements climatiques afin de souligner l'importance et l'utilité d'intégrer l'ACC à la RRC. À titre d'événement officiel tenu dans le cadre du 150^e anniversaire du Canada, la Table ronde de cette année nous a également permis de réfléchir sur les catastrophes survenues au Canada depuis 150 ans, en portant une attention particulière sur le 100^e anniversaire de l'explosion du port d'Halifax.

Séances

Sous le thème « Faire et reconstruire mieux », la Table ronde a réuni 46 experts qui ont présenté les défis et les pratiques exemplaires de la RRC pour le Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme, consultez le site Web pour prendre connaissance de l'ordre du jour et de la brochure virtuelle.

Médias sociaux

Sécurité publique Canada a mené une campagne dynamique sur Twitter pour montrer la Table ronde en direct, ce qui a permis aux participants de vivre une expérience plus inclusive et plus mobilisatrice. Les objectifs de la campagne étaient les suivants :

- mobiliser les intervenants et encourager leur participation aux efforts de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques;
- étendre la portée des messages véhiculés par la Table ronde pour qu'ils profitent aux personnes qui ne pouvaient y assister en personne;
- amener les gens à consulter les sites Web pour se renseigner davantage sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques;
- attirer de nouveaux abonnés sur Twitter.

Programme de la Table ronde

Jour 1 – Le lundi 23 octobre 2017

Durée (HAA)	Activité
7 h 30 – 9 h	Inscription
9 h – 9 h 40	Ouverture de la Table ronde
9 h 40 – 10 h 20	Séance plénière 1 – Commémoration de l'explosion du port de Halifax en 1917
10 h 20 – 10 h 50	Pause santé
10 h 50 – 12 h	Séance plénière 2 – Allocution principale
12 h – 13 h 15	Dîner
13 h 15 – 13 h 40	Séance plénière 3 – Faire et reconstruire mieux : À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques
13 h 40 – 15 h 15	Séances de travail interactives : À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques
15 h 15 – 15 h 45	Pause santé
15 h 45 – 16 h 45	Séance plénière 4 – À vous la parole : Renouveau de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe
16 h 45 – 17 h	Clôture du jour 1 et aperçu du jour 2

Jour 2 – Le mardi 24 octobre 2017

Durée (HAA)	Activité
7 h – 8 h 30	Inscription
8 h 30 – 8 h 50	Mot d'ouverture
8 h 50 – 9 h 15	Séance plénière 5a – Observations sur la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques au Canada
	Séance plénière 5b – Lier le développement durable à l'adaptation et à la réduction des risques de catastrophe
9 h 15 – 10 h 15	Séance plénière 6 – Faire et reconstruire mieux : À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques
10 h 15 – 10 h 45	Pause santé
10 h 45 – 12 h	Leçons tirées de l'expérience : Apprendre de la prévention, de la préparation et du relèvement
	Mettre l'accent sur les évacués
	Passer de la recherche à l'action : leçons tirées de la Nouvelle-Écosse
	Atelier sur les projections climatiques
12 h – 13 h 15	Dîner
13 h 15 – 14 h 45	Séance plénière 7 – Risques côtiers
14 h 45 – 15 h 15	Pause santé
15 h 15 – 16 h 30	Séance plénière 8 – Infrastructure résiliente
16 h 30 – 16 h 40	Clôture de la Table ronde
18 h	Activité sociale de réseautage avec le Réseau canadien d'étude des risques et dangers

Jour 1 – Cérémonie d'ouverture

Stéphanie Durand, directrice générale, Secteur de la gestion des urgences et des programmes de Sécurité publique Canada et présidente nationale de la Plate-forme du Canada pour la RRC, ainsi que **Michel C. Doré**, président, Réseau canadien d'étude des risques et dangers, étaient les maîtres de cérémonie pour la première journée de l'événement.

Accueil traditionnel par l'aînée Deborah Eisan

Anishinaabe kwe d'Ojibway

Créateur, nous vous remercions pour ce beau soleil présent à notre réveil ce matin, et nous vous remercions pour l'air frais et la pluie qui ont nettoyé et refroidi la Terre mère. Nous prions pour que vous envoyiez de la pluie aux communautés de l'Ouest qui brûlent et qui ont besoin de votre aide. Nous vous demandons, Créateur, d'être avec ce groupe d'hommes et de femmes aujourd'hui et de les aider tout au long de leurs travaux à ouvrir leur cœur et leur esprit aux défis qu'ils ont à relever. Créateur, nous vous demandons d'être avec nos proches, ceux qui sont malades et qui ont besoin de votre aide et de vos conseils pour devenir forts. De plus, Créateur, pour nos êtres chers qui se préparent pour leur dernier voyage vers vous, donnez-leur la force et le courage pour qu'ils n'aient pas peur. Enfin, Créateur, nous vous demandons de prendre soin de nos anciens combattants, ceux qui sont loin de chez eux et qui protègent l'île de la Tortue, d'assurer leur sécurité jusqu'à ce qu'ils reviennent dans les bras affectueux de leur famille et de leurs amis. *Miigwetch.*

Mot d'ouverture d'Andy Fillmore

Secrétaire parlementaire de la ministre des Institutions démocratiques

M. Fillmore a ouvert la Table ronde au nom du gouvernement du Canada en reconnaissant l'occasion qui est donnée aux participants de renforcer la résilience des collectivités en échangeant des idées et des innovations qui peuvent aider les collectivités, d'un océan à l'autre, à réduire les risques et les répercussions des catastrophes.

Il a reconnu le rôle que joue la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe en alimentant la Plate-forme régionale pour les Amériques, qui se réunit chaque année et qui, à son tour, appuie la Plate-forme mondiale qui représente 187 pays et favorise les progrès mondiaux en ce qui concerne le Cadre de Sendai. La Plate-forme régionale qui s'est tenue à Montréal en mars 2017 a réuni des participants de 55 pays et territoires des Amériques et a mené à l'approbation par les Amériques d'un plan d'action régional visant à respecter les engagements pris à Sendai, dont celui de donner priorité à « faire et reconstruire mieux ».

M. Fillmore a souligné le 150^e anniversaire de la Confédération canadienne en jetant un regard sur notre histoire collective de reconstruction après une catastrophe, y compris après l'explosion du port d'Halifax, qui s'est produite le long du littoral de Halifax il y a 100 ans cette année. M. Fillmore a parlé des événements en cours, en particulier les graves inondations et les incendies de forêt qui se produisent dans tout le pays. Il s'est également tourné vers les générations futures qui vivront avec les décisions prises aujourd'hui, qui vivront avec la façon dont nous, en tant que société, reconstruisons nos communautés.

Il a également reconnu l'importance du partenariat entre Sécurité publique Canada et Ressources naturelles Canada pour l'organisation de la Table ronde de cette année, en soulignant qu'il s'agissait d'un bel exemple d'efforts collectifs visant à s'attaquer aux questions interreliées, complexes et multidimensionnelles de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation aux changements climatiques.

M. Fillmore a terminé son allocution en rappelant aux participants que pour « faire et reconstruire mieux », il ne s'agit pas simplement d'améliorer les infrastructures matérielles : il s'agit de répondre aux besoins humains, aux risques et aux vulnérabilités, maintenant et pour l'avenir.

Mot d'ouverture de Michael Savage

Maire d'Halifax

Le maire Savage a parlé de certains des défis particuliers que doit relever la municipalité régionale d'Halifax, dont le centre urbain est le plus grand du Canada, en raison des effets imprévisibles des changements climatiques.

Ces défis sont notamment l'élévation du niveau de la mer et la vie marine envahissante; la saison des ouragans qui se prolonge dorénavant jusqu'à l'automne; les hivers imprévisibles qui comprennent les gelées éclair, les dégels rapides, les accumulations records, ainsi que les ondes de tempête qui deviennent partie intégrante des avertissements météorologiques.

Le maire Savage a également souligné le rôle que joue Halifax dans la promotion et l'amélioration de la gestion des urgences dans la région et au-delà. Il a fait référence aux équipes conjointes de gestion des urgences de la ville et au Centre conjoint des opérations d'urgence de la Nouvelle-Écosse, auquel participent tous les ordres de gouvernement, ainsi qu'au Centre d'excellence de la Croix-Rouge canadienne pour la gestion des catastrophes, qui enseigne aux bénévoles de toute la province les compétences dont ils ont besoin pour gérer tous les types d'intervention possibles en cas de catastrophe.

Enfin, le maire Savage a parlé des nombreux partenariats, établis avec d'autres ordres de gouvernement et le secteur privé, qui améliorent ou complètent l'infrastructure résiliente de Halifax, y compris l'infrastructure verte.

Mot d'ouverture de l'honorable Derek Mombourquette

Ministre des Affaires municipales, gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Le ministre Mombourquette a remercié les participants pour le travail qu'ils accomplissent afin de protéger et d'améliorer leurs collectivités, en particulier les intervenants locaux en cas d'urgence pour leurs efforts durant les récentes tempêtes violentes qui ont balayé la Nouvelle-Écosse.

Le ministre Mombourquette a aussi remercié le ministre Goodale d'être venu dans sa collectivité quelques jours après l'ouragan Matthew et pour l'intervention rapide de Sécurité publique Canada, en partenariat avec le Bureau de gestion des urgences de la Nouvelle-Écosse, à annoncer le versement d'une aide financière en cas de catastrophe.

Le ministre a salué la rapidité avec laquelle tous les ordres de gouvernement ont travaillé pour assurer la sécurité et le rétablissement des collectivités. En moins d'une semaine, les familles de l'île du Cap-Breton et d'ailleurs ont pu présenter une demande d'aide financière en cas de catastrophe et, en moins d'un an, 90 % des 1 185 demandes reçues avaient été traitées.

Commémoration de l'explosion du port d'Halifax en 1917

Groupe d'experts

Orateurs

M. Alan Ruffman, professeur auxiliaire, Université de Dalhousie

M. Darek Baingo, Ph. D., chercheur en opérations de sécurité, RDDC CSS

Résumé de la séance

M. Ruffman a rappelé les événements survenus le 6 décembre 1917, lorsque le navire norvégien *Imo* est entré en collision avec le *Mont-Blanc*, cargo français chargé d'explosifs de grande puissance, dans le détroit de Narrows qui relie la partie supérieure du port d'Halifax au bassin de Bedford.

M. Ruffman a enrichi sa recherche et sa présentation de récits contemporains, de photographies et de représentations artistiques de l'explosion d'Halifax et de ses conséquences.

M. Baingo a présenté une simulation de ce à quoi ressemblerait l'explosion du port d'Halifax si elle se produisait aujourd'hui. Bien que l'infrastructure moderne soit beaucoup plus résiliente qu'il y a 150 ans, M. Baingo a insisté sur la nature complexe et les risques particuliers associés aux explosions en milieu urbain.

La simulation a été effectuée à l'aide du Planificateur urbain rapide, modèle fondé sur la physique élaboré par Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) qui tient compte de la chimie d'une explosion, de l'onde de choc qui en résulte et de son évolution à travers les obstacles et la ville.

Ce type de modélisation informatique a servi à diverses applications dans le domaine de la sécurité, comme la planification des opérations pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Il fournit les données probantes nécessaires pour inciter les décideurs à prendre des décisions éclairées fondées sur les risques.

Allocution principale de Robert Glasser

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention des risques de catastrophe

L'allocution de M. Glasser a mis les discussions qui se déroulent à la Table ronde et en marge de celle-ci dans un contexte international. Il a parlé de la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans le cadre des efforts mondiaux précisés dans le cadre de Sendai; il a établi des liens entre la RRC et l'adaptation aux changements climatiques (ACC), puis il a discuté du concept de « faire et reconstruire mieux ».

M. Glasser a souligné le vaste contexte international des catastrophes en décrivant leur nature de plus en plus destructrice au cours des dernières décennies : elles ont causé la perte de 1,34 million de vies au cours des vingt dernières années, ainsi que des pertes économiques de 2,5 billions de dollars et une perte de 520 milliards de dollars en consommation mondiale annuellement.

M. Glasser a souligné que bien que le nombre de victimes de catastrophes ait diminué à l'échelle mondiale, les coûts économiques ne cessent d'augmenter. En outre, même s'il y a moins de morts, les catastrophes ont une incidence grandement disproportionnée sur les pays en développement et les communautés pauvres, même dans les pays riches. Voilà l'une des raisons pour lesquelles les Nations Unies ont dit ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable à l'échelle mondiale si les risques de catastrophe ne sont pas correctement atténués.

Malgré quelques réussites, M. Glasser a soutenu que, pour de nombreux pays, les coûts économiques continuent d'augmenter, et plus vite que le PIB dans beaucoup d'endroits, et ce, pour deux grandes raisons. La première est la croissance économique : plus la planète se développe économiquement, plus il y a d'infrastructures à perdre en cas de catastrophe. Toutefois, M. Glasser a souligné que c'est précisément l'investissement continu dans les infrastructures qui sont exposées, vulnérables et mal conçues en fonction des risques qui augmente ce coût. La seconde raison est le fait que les changements climatiques, en particulier l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes liés au réchauffement climatique, sont de plus en plus fréquents et graves.

M. Glasser a fait remarquer que ces coûts sont l'un des facteurs qui ont incité les pays à signer le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, ce qui a inversé la tendance mondiale plutôt axée sur la gestion des catastrophes pour l'orienter dorénavant vers la gestion des risques de catastrophe. La communauté internationale s'est rendu compte qu'elle ne pourrait pas continuer à répondre aux besoins humanitaires en se concentrant uniquement sur l'intervention en cas de catastrophe, mais que la gestion proactive des risques de catastrophe devrait être au cœur de tous les efforts. Il a reconnu que les défis de ce programme ne peuvent être surmontés que par un processus multisectoriel et multipartite. Il a parlé du rôle fondamental que jouent les gouvernements, la société

civile et d'autres intervenants, comme les femmes, les Premières Nations et la communauté scientifique et technologique dans ce domaine.

M. Glasser a fait valoir que la première étape de l'établissement de ces partenariats consiste à reconnaître les liens qui existent entre les changements climatiques et les risques de catastrophe. Bien que certains éléments ne soient pas directement liés, la majorité des grandes catastrophes sont hydrométéorologiques, c'est-à-dire des catastrophes causées ou exacerbées par les changements climatiques.

M. Glasser a parlé du chevauchement des efforts qu'il constate au sein de certains gouvernements, où un ministère entreprend un vaste processus consultatif pour élaborer une stratégie d'adaptation au climat, alors qu'un autre organise un processus très semblable pour élaborer une stratégie de gestion des catastrophes. Ensuite, ces deux ministères présentent des propositions de financement distinctes, ce qui, selon M. Glasser, constitue une approche redondante et inefficace. À ses yeux, il est très important pour les deux communautés de travailler ensemble en intégrant leur expertise et leurs efforts.

Bien que les répercussions des changements climatiques fassent désormais partie des discussions en cours sur les risques de catastrophe, leurs effets en cascade restent encore à évaluer dans leur ensemble. Le réchauffement de la planète se traduit par un plus grand nombre de catastrophes simultanées, ainsi que des menaces multiples plus fréquentes et plus graves, ce qui entraîne des crises en cascade dépassant le domaine des catastrophes naturelles et, dans certains cas, des conflits entre les pays et à l'intérieur d'un pays à mesure que les ressources et les économies sont mises à rude épreuve. Pour M. Glasser, il ne fait aucun doute que le fait de réduire les gaz à effet de serre le plus rapidement possible devient le traitement contre les risques de catastrophe le plus urgent pour toutes les autres questions à l'étude.

Cela dit, M. Glasser a également ajouté qu'il était optimiste quant aux possibilités de changer et d'améliorer la situation, fort de ce qu'il constate notamment grâce à la technologie énergétique, aux politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'adoption de technologies vertes.

M. Glasser a expliqué pour gérer les risques de catastrophe, il faut tenir compte des risques et des connaissances sur les catastrophes dans tous les investissements et toutes les décisions. Il est essentiel de comprendre les données sur les catastrophes, notamment les coûts historiques, les types, la fréquence et l'emplacement géographique. Toutefois, le développement économique et les changements climatiques ont réduit la capacité de s'appuyer sur le passé pour prévoir les risques futurs. L'élaboration de profils de risque et l'intégration des risques de catastrophe à la prise de décision deviennent des outils essentiels pour la gestion des risques de catastrophe.

M. Glasser a fait remarquer que le Canada s'oriente dans cette direction en réunissant les collectivités du climat et de la réduction des risques. Toutefois, il a souligné que, pour réussir, il faut adopter une approche multisectorielle à l'échelle du gouvernement qui inclut les intervenants, la société civile et

les divers paliers de gouvernement. Une fois cette approche mise en place, les discussions ministérielles sur les coûts et les risques, ainsi que sur la nature et la cible des investissements les plus efficaces seront plus faciles.

Dans l'ensemble, M. Glasser a souligné l'importance de tenir compte de trois facteurs clés. D'abord, il faut comprendre que le risque peut nécessiter des interventions et des investissements précis de la part du gouvernement pour le réduire. Ensuite, tout investissement de capitaux doit reposer sur les risques, même la demande de propositions et les questions clés sur les risques de catastrophe. Si les nouveaux investissements dans les infrastructures, comme ceux de l'OCDE, ne reposent pas sur les risques, les objectifs de Sendai ne seront pas atteints. Et des milliards de dollars seront gaspillés. Enfin, il faut respecter l'idée de « faire et reconstruire mieux », qui est inscrite dans le Cadre de Sendai.

Toute catastrophe est tragique et dévastatrice, alors raison de plus pour saisir l'occasion d'apporter les changements importants nécessaires. Comme M. Glasser l'a fait remarquer, il y a souvent des appels au changement et une certaine volonté politique à la suite d'une catastrophe, et il est crucial de profiter de ces moments. Il arrive un moment idéal pour donner suite aux recommandations formulées, que ce soit l'adoption d'une loi ou autre chose, dans le but d'apporter de grands changements auprès une telle tragédie.

M. Glasser a conclu en faisant remarquer qu'il y a dans presque tous les pays du monde des groupes qui comprennent l'importance de cette question et qu'il existe un accord international par lequel les pays se sont engagés à relever ces défis et à rendre compte de leurs progrès. L'utilisation de la puissance d'une approche communautaire centrée sur les gens pour aborder la RRC dans le cadre de réunions nationales, régionales et mondiales crée une pression supplémentaire et une occasion pour les pays de réduire les risques de catastrophe et de soutenir le travail que mènent les gouvernements, les scientifiques de la société civile et les autres intervenants dans cet important domaine.

Faire et reconstruire mieux

À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques

Groupe d'experts

Orateur

M. Blair Feltmate, Ph. D., Centre Intact d'adaptation au climat

Animateurs

M. Craig Stewart, Bureau d'assurance du Canada

M. Tim McDermott, International Association of Emergency Managers

M^{me} Gail Neudorf, Croix-Rouge canadienne

M. Perron Goodyear, Armée du Salut

M. David A. Diabo, Assemblée des Premières Nations

M. Todd Kuiack, Services aux Autochtones Canada

M^{me} Anne Hammill, Institut international du développement durable

M. Philip Hill, Ressources naturelles Canada

Objectif

Élaborer des directives qui permettront de s'assurer que le principe de « faire et reconstruire mieux » est la norme de facto pour tous les paliers de gouvernement, ainsi que pour le secteur privé.

Résultat mesurable

Un échange d'informations et la création d'une liste de solutions et d'innovations en vue d'appliquer le principe de « faire et reconstruire mieux » dans tous les secteurs de la société.

Résumé de la séance

M. Feltmate a donné les arguments plaidant en faveur d'un engagement à faire et reconstruire mieux, surtout en examinant les coûts croissants des phénomènes météorologiques extrêmes causés par les changements climatiques. Il s'est également penché sur la conception de communautés résilientes aux inondations comme pratique exemplaire pour appliquer avec succès le principe de « faire et reconstruire mieux ».

Les participants ont ensuite été invités à se répartir en quatre groupes en vue d'une discussion multisectorielle sur les défis auxquels ils sont confrontés dans l'application du principe « faire et reconstruire mieux » dans leur profession, industrie et communauté respective. Les résultats de ces discussions ont été synthétisés et présentés en séance plénière le deuxième jour.

À vous la parole

Renouvellement de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Groupe d'experts

Animateur

M. Satyamoorthy Kabilan, Ph. D.

Objectif

Examiner les origines et les priorités de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) et permettre aux membres de donner leur avis sur l'orientation et les priorités futures de façon à positionner au mieux la Plate-forme, et ses membres, pour atteindre ses cibles et celles de Sendai.

Résultat mesurable

Une liste de recommandations (options stratégiques, programmes, outils, modifications structurelles) en vue du renouvellement et de l'avenir de la Plate-forme du Canada pour la RRC.

Résumé de la séance

M. Kabilan a rappelé aux membres de la Plate-forme – y compris ceux qui participent par WebEx et téléconférence – l'histoire de la Plate-forme et ses étapes importantes, puis il a animé une discussion ouverte sur son avenir. Cette discussion ouverte à tous a débouché sur plusieurs thèmes clés :

1. Collaboration

L'un des thèmes les plus retentissants a été l'appel en faveur d'un plus grand nombre de possibilités de collaboration et de réseautage avec des collègues du même domaine et de domaines connexes, y compris avec le secteur privé. La présence d'une culture en silo s'est avérée être un obstacle important à surmonter afin de créer des possibilités de collaboration significative plus nombreuses et de meilleure qualité.

De nombreux participants ont apprécié le partenariat entre la Plate-forme du Canada pour la RRC et la Plate-forme canadienne d'adaptation aux changements climatiques.

2. Mobilisation

Les participants ont demandé une interaction plus marquée avec leurs collègues, avec les autres ministères fédéraux, ainsi qu'avec les provinces, les territoires et les municipalités. Ils ont également dit souhaiter une plus grande participation des peuples autochtones, qui doivent relever des défis plus importants et de tout ordre lors des catastrophes.

Pour ce faire, les participants croient qu'il faut plus de leadership, d'éducation et de sensibilisation, plus de fonds pour la recherche, ainsi que l'intégration des connaissances scientifiques dans l'ensemble des gouvernements FPT, la tenue de réunions régionales et la mise à contribution des cadres supérieurs responsables de la gestion des urgences (CSRGU).

3. Sensibilisation

Pour beaucoup, la Plate-forme est un mécanisme idéal pour centraliser l'information, ce qui non seulement permettrait d'éduquer le public canadien, mais qui favoriserait aussi l'échange de l'information entre les professionnels de la gestion des urgences.

De plus, l'un des plus grands enjeux soulevés au sujet de la Plate-forme et de la Table ronde est le manque de connaissances des participants et des non-participants sur son existence, son mandat, etc. Il est donc nécessaire d'assurer une plus grande sensibilisation des intervenants et de faire connaître les activités de la Plate-forme, ce qui rejoint la nécessité d'une plus grande collaboration.

4. Technologie

Les participants ont demandé à ce qu'une forte présence en ligne soit créée grâce à une base de données centralisée qui, entre autres choses, décrirait les pratiques exemplaires et les leçons apprises; cette question a été constamment soulevée comme un besoin important qui apporterait une valeur significative.

Les participants aimeraient un meilleur échange de l'information et un accès accru aux données, ainsi que d'autres recherches et collaborations avec le milieu universitaire.

Jour 2

Stéphanie Durand, directrice générale, Secteur de la gestion des urgences et des programmes de Sécurité publique Canada et présidente nationale de la Plate-forme du Canada pour la RRC, ainsi que **Christopher Jennings**, directeur, Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques de Ressources naturelles Canada, étaient les maîtres de cérémonie pour la seconde journée de l'événement.

Mot d'ouverture par l'honorable Iain Rankin

Ministre de l'Environnement, gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Le ministre Rankin a parlé des constats faits par la Nouvelle-Écosse quant aux effets réels des changements climatiques, notamment les conditions météorologiques extrêmes et des tempêtes plus violentes, et il a reconnu la vulnérabilité de la Nouvelle-Écosse en tant que province côtière.

Il a parlé des coûts occasionnés par les changements climatiques, qu'il s'agisse de réparer les dommages causés par les grosses tempêtes ou de payer plus cher pour se nourrir à cause des dommages causés aux récoltes par la sécheresse. Il a également mentionné les coûts sociaux, en particulier du point de vue de la santé.

Il estime que les changements climatiques doivent être combattus sur deux fronts : d'une part, en réduisant l'activité humaine à l'origine des changements climatiques et, d'autre part, en réduisant le risque de catastrophes et en augmentant nos efforts d'adaptation et notre résilience.

Le ministre Rankin a soutenu que le travail accompli par tous les gouvernements et les partenaires en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques doit être concerté et coordonné afin de bien cerner les risques et les possibilités de les réduire et de se préparer aux conséquences qui ne peuvent être entièrement atténuées.

Il a conclu sur une note positive en mentionnant que même si l'accent est mis à juste titre sur l'atténuation des risques, il existe aussi d'autres façons de s'adapter positivement aux changements climatiques. Ainsi, le climat plus chaud peut prolonger la saison de croissance des cultures ainsi que la saison touristique. S'adapter aux changements climatiques, c'est s'adapter à toutes leurs facettes.

Réduction des risques de catastrophe et adaptation aux changements climatiques au Canada

Observations de Patrick Tanguy, sous-ministre adjoint, Sécurité publique Canada

M. Tanguy a parlé des progrès accomplis en vue de réduire les risques de catastrophe et de s'adapter aux changements climatiques, notamment dans le cadre de l'important partenariat conclu entre la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe et la Plate-forme canadienne d'adaptation aux changements climatiques, lequel a mené à l'élaboration d'une cartographie des plaines inondables qui permettra de faire face à l'une des catastrophes les plus coûteuses au Canada.

M. Tanguy a également parlé du travail accompli par Sécurité publique Canada. Il a mentionné la Table ronde sur les risques d'inondation, dirigée par le ministre Goodale, et la Stratégie de gestion des urgences pour le Canada, qui complétera d'autres initiatives horizontales, y compris le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, qui fait des risques liés au climat un objectif clé.

Lier le développement durable à l'adaptation et à la réduction des risques de catastrophe

Don Lemmen, Ph. D., gestionnaire de la recherche, Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques, Ressources naturelles Canada

M. Lemmen a parlé de trois cadres internationaux qui sont tous axés sur la création de sociétés résilientes : le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de développement durable.

Il a souligné la pertinence des Objectifs de développement durable pour tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement, et leur rôle essentiel dans la mise en place d'un environnement propice aux mesures visant à faire progresser à la fois la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques.

Il a fait remarquer que les trois cadres forment une alliance naturelle et puissante. La décision de mettre en œuvre l'Accord de Paris repose sur l'adoption des Objectifs de développement durable et du Cadre de Sendai. Comme le souligne le Cadre d'action de Sendai, « les catastrophes, souvent exacerbées par les changements climatiques, ne cessent de croître en fréquence et en intensité et entravent les progrès réalisés sur le plan du développement durable. Certains faits indiquent que dans tous les pays, le degré d'exposition des personnes et des biens augmente plus vite que le rythme auquel il est possible de réduire leur vulnérabilité ». Enfin, le programme associé aux Objectifs de développement durable mentionne que les changements climatiques sont l'un des plus grands défis de notre époque et que ses effets néfastes minent la capacité de tous les pays à parvenir à un développement durable.

M. Lemmen a décrit son expérience en tant que coprésident du comité d'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dans l'organisation de réunions d'experts techniques. Ces réunions ont clairement démontré que le cloisonnement des efforts d'adaptation aux changements climatiques, de réduction des risques de catastrophe et de développement durable n'existe presque plus à l'échelon des praticiens. Il s'est dit ravi que la réunion prévoie des séances mettant en lumière un certain nombre de leçons tirées des expériences sur le terrain qui aideront à renforcer le dialogue entre nos diverses communautés.

Pour conclure, M. Lemmen a dit que la discussion se poursuivrait sous forme d'objectif pour la réunion plénière sur l'adaptation aux changements climatiques du lendemain afin de mettre en pratique les enseignements des deux jours précédents et de cerner les mesures à prendre par les 35 organisations membres afin d'intégrer la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et le développement durable à leurs propres activités.

Faire et reconstruire mieux

À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques

Groupe d'experts

Animateur

M. Blair Feltmate, Ph. D., Centre Intact d'adaptation au climat

Experts

M. Craig Stewart, Bureau d'assurance du Canada

M. Perron Goodyear, Armée du Salut

M. David A. Diabo, Assemblée des Premières Nations

M^{me} Anne Hammill, Institut international du développement durable

Objectif

Élaborer des directives qui permettront de s'assurer que le principe de « faire et reconstruire mieux » est la norme de facto pour tous les paliers de gouvernement, ainsi que pour le secteur privé.

Résultat mesurable

Une liste d'outils, de technologies, de programmes et de politiques que les collectivités pourraient envisager d'adopter dans leurs plans de rétablissement après catastrophe.

Résumé de la séance

M. Feltmate est revenu pour animer un groupe d'experts composé de l'un des deux animateurs de chacune des séances en petits groupes « Faire et reconstruire mieux » de la première journée.

Questions

Quels sont les défis à relever pour faire et reconstruire mieux? Comment peut-on relever ou contourner ces défis?

Les thèmes qui sont ressortis des séances en petits groupes se divisent en trois grandes catégories : les défis politiques, les défis économiques et les défis informationnels.

Défis politiques

Les participants ont souligné l'importance de voir le contexte politique dans lequel se déroulent les discussions sur la RRC pour ce qu'il est. Qu'il s'agisse du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, des municipalités, des peuples autochtones, des ONG et d'autres organisations publiques et privées, il est important de prendre conscience que tous ces groupes sont composés d'individus ayant des besoins et des objectifs différents qui ne répondent pas toujours à la même définition de ce qui est « rationnel » ou « optimal ».

Outre une plus grande volonté politique, les participants ont convenu qu'une plus grande collaboration est nécessaire, en particulier une collaboration institutionnalisée et à long terme, non seulement entre les niveaux de gouvernement, mais aussi entre les acteurs de tous les secteurs de la société, y compris les peuples autochtones, les banques, les sociétés de services publics et les propriétaires eux-mêmes. Les participants ont dit qu'une plus grande collaboration peut être obtenue par une participation multilatérale et multipartite.

Défis économiques

Les participants ont parlé des coûts, réels et perçus, du principe de « faire et reconstruire mieux ». Les développeurs estiment qu'il est dispendieux de construire correctement la première fois; reconstruire mieux après coup est considéré coûteux par les assureurs ou par les gouvernements qui doivent payer la facture de la reconstruction ou de la perte d'une partie de leur assiette fiscale lorsque les ménages sont réinstallés.

Toutefois, la plupart des participants ont convenu qu'il est possible de faire beaucoup de choses sur ce front à peu de frais. De nombreux outils et stratégies qui ne coûtent pas cher s'ils sont utilisés de façon proactive ont été mis de l'avant, et la plupart des participants ont convenu que l'adoption de ces pratiques passe par l'éducation de tous les acteurs et décideurs concernés, depuis les responsables de la santé publique et de la sécurité jusqu'aux assureurs et aux propriétaires, entre autres.

Défis informationnels et éducatifs

En effet, le manque d'information et d'éducation est l'un des obstacles les plus fréquents auxquels les participants sont confrontés. Ce problème se manifeste de diverses manières : manque de données sur les risques, manque d'uniformisation dans l'évaluation des risques, manque de données économiques sur le rendement des investissements à l'égard du principe « faire et reconstruire mieux », mauvaise compréhension de la science des changements climatiques, manque d'éducation et de formation pour les acteurs et les décideurs concernés.

De nombreuses solutions ont été proposées pour améliorer la qualité et la quantité des données permettant de réduire les risques de catastrophe et d'appliquer le principe de « faire et reconstruire mieux » dans l'ensemble de la société. La nécessité de disposer de données plus nombreuses et de meilleure qualité a souvent été évoquée, mais aussi de données cohérentes à tous les échelons et dans tous les secteurs. Les participants ont dit qu'il faudrait pour cela combiner le leadership et la normalisation de l'échelon fédéral aux autres connaissances à l'échelon local. On pourrait notamment dresser des profils de risques multisectoriels tous risques et produire des rapports nationaux annuels sur les tendances et les extrêmes en matière de dangers.

Les participants ont également souligné la nécessité de mieux comprendre et d'intégrer la science du climat et les prévisions climatiques dans la réduction des risques de catastrophe, tout comme la nécessité d'envisager la mise en place d'infrastructures naturelles pour faire et reconstruire mieux.

Séances parallèles

Leçons tirées de l'expérience

Groupe d'experts

Animateur

M. Ian Burton

Experts

M. Alan Westhaver, Institut de prévention des sinistres catastrophiques

M. John Charles, Municipalité régionale d'Halifax

M^{me} Laurie Pearce, Ph. D., Université Royal Roads

M^{me} Yona Jebrak, Université du Québec à Montréal

Objectif

Examiner les lacunes et échanger de l'information sur la façon de mieux reconstruire et appuyer les efforts du Canada pour donner suite à cette priorité du Cadre de Sendai, en se fondant sur l'expertise pratique des experts en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques.

Résultat mesurable

Une liste des obstacles et des moyens de faire et de reconstruire mieux pour réduire les risques de catastrophe et les effets des changements climatiques.

Résumé de la séance

Chaque expert a été invité à discuter de son travail sur le terrain. M. Westhaver a parlé de son expérience de l'étude des feux de forêt en Colombie-Britannique. Il a expliqué que ce n'est pas seulement les feux de forêt en soi qui sont le problème principal, c'est plutôt la rencontre entre les feux de forêt et les structures, ce qui donne un feu de forêt d'interface urbaine. Il n'existe pas de solution facile pour faire face à ce type de situation; il faut tenir compte du point de vue de certains grands groupes d'intervenants et des discussions qui ont lieu. On se concentre actuellement sur l'intervention et le relèvement, mais il faut mettre davantage l'accent sur l'atténuation des risques. M. Westhaver donne le programme Intelli-feu en exemple pour illustrer ce qu'est un bon programme axé sur la réduction des pertes et l'incidence des feux de forêt sur les communautés en utilisant des pratiques universelles.

M. Charles a présenté les résultats de son travail pendant l'ouragan Juan. L'une des leçons tirées de cet événement a été la nécessité de mieux comprendre la topographie et de disposer d'une cartographie plus précise pour évaluer correctement les risques pour les infrastructures existantes et

nouvelles, y compris les infrastructures vertes. Pour ce faire, une plus grande collaboration entre tous les ordres de gouvernement est fondamentale.

M^{me} Pearce a parlé de son travail qui consiste à examiner le déplacement des populations autochtones. Ces populations sont plus vulnérables aux changements climatiques en raison de leur géographie et de la perte d'un mode de vie plus nomade. La vulnérabilité de ces communautés est exacerbée par les évacuations des zones rurales éloignées vers les zones urbaines la plupart du temps. Cette séparation de leur foyer, de leur terre, de leurs traditions et de leurs sources de nourriture crée un stress supplémentaire, qui mène souvent à la maladie.

M^{me} Jebrak a démontré que les risques sont grandement sous-estimés dans le domaine de l'urbanisme. À son avis, cette situation est en grande partie attribuable à un manque de compréhension et à un déni des risques en raison d'un attachement au lieu et aux outils et méthodes actuels. Plus les décideurs sont éloignés du terrain, de l'expérience viscérale des catastrophes, moins ils comprennent l'incidence de ces catastrophes. M^{me} Jebrak affirme donc que les nouveaux moyens de transmission des connaissances et des expériences au moyen de la mémoire collective devraient permettre d'améliorer ou de remplacer l'approche traditionnelle descendante.

M. Burton a résumé la séance en faisant remarquer que, même si les catastrophes sont naturelles, leur niveau d'incidence est souvent le résultat des choix faits par une société et qu'il faut adopter un processus décisionnel plus transparent. Il a également salué l'essor important d'un mouvement social qui souhaite un changement et une résilience accrue qui exige un leadership de la part du gouvernement, mais qui n'est pas entièrement tributaire de ce dernier.

Mettre l'accent sur les évacués

Groupe d'experts

Animateur

M. Todd Kuiack, Services aux Autochtones Canada

Experts

M. David A. Diabo, Assemblée des Premières Nations

M^{me} Caitlin Hodder, Croix Rouge canadienne

M^{me} Brenda Murphy, Ph. D., Université Sir Wilfrid Laurier

M^{me} Darlene Marshall, Première Nation Eskasoni

Objectif

Sensibiliser les Autochtones à la gestion des urgences et aux évacués et fournir un forum de discussion en vue de trouver des façons d'améliorer la qualité de l'intervention et des soins offerts aux personnes les plus touchées par les catastrophes.

Résultat mesurable

Mieux sensibiliser les Autochtones à la gestion des urgences et aux évacués et échanger des idées pour améliorer le bien-être pendant les évacuations.

Résumé de la séance

Cette séance a permis d'aborder pour la toute première fois à la Table ronde le sujet de la gestion des urgences et des évacués autochtones. Au Canada, les membres des Premières Nations sont évacués des réserves dans une proportion beaucoup plus élevée que toute autre population du pays. Le groupe d'experts a réuni des représentants de l'Assemblée des Premières Nations, des communautés des Premières Nations touchées, de Services aux Autochtones Canada, de la Croix-Rouge canadienne et du milieu universitaire afin de déterminer si les politiques et les programmes actuellement en place répondent adéquatement aux besoins des peuples autochtones les plus touchés par les catastrophes. La discussion a également permis de mieux comprendre le rôle que chacun peut jouer pour assurer la sécurité des personnes et des familles chassées de leur domicile pendant les évacuations d'urgence.

Les experts ont fait référence au cas de la Première Nation de Kashechewan, communauté autochtone qui a été évacuée en raison des risques liés aux inondations. Au moment de cette discussion, certaines des personnes évacuées vivaient toujours à l'hôtel ou avaient été déplacées ailleurs.

M^{me} Murphy a parlé de l'élaboration d'un guide pour les peuples autochtones déplacés afin de répondre aux besoins des évacués autochtones à long terme, de cerner les divers cycles d'évacuation et les pratiques exemplaires à adopter dans de tels cas. Elle a souligné l'importance de la proximité

de leur domicile, de la disponibilité des aliments locaux, des besoins des aînés, du soutien au bien-être émotionnel, ainsi que du soutien et des activités à prévoir pour les plus jeunes.

De son côté, M. Diabo a souligné l'importance d'aller au-delà des questions d'évacuation procédurale pour aborder les questions humanistes et psychosociales, en faisant remarquer que de nombreux Autochtones évacués vivent une dislocation culturelle lorsqu'ils sont déplacés dans de grands centres urbains et qu'ils doivent réapprendre à vivre. Les jeunes, dont les racines culturelles sont touchées, sont particulièrement touchés.

M^{me} Hodder a parlé de l'accord d'évacuation qui existe entre la Croix-Rouge canadienne et Services aux Autochtones Canada au Manitoba. Ce plan comprend l'identification et l'évacuation des communautés à risque dans le sud du Manitoba en mobilisant la participation de bénévoles et en établissant des partenariats avec divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. M^{me} Hodder a insisté sur l'importance de travailler avec les dirigeants des Premières Nations, y compris les chefs et les conseils, et d'obtenir leur appui, ainsi que de communiquer efficacement et de travailler de concert avec les dirigeants et tous les évacués. Elle a fait valoir que le coût total de l'évacuation, qui est de 850 millions de dollars, soit 25 000 \$ par personne, pourrait être mieux dépensé s'il était consacré aux efforts d'atténuation.

Passer de la recherche à l'action

Leçons tirées de la Nouvelle-Écosse

Groupe d'experts

Animateur

M^{me} Michele Banfield, ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse

Experts

M. Kevin Bekkers, ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse

M^{me} Heather Mackenzie-Carey, municipalité du district de Lunenburg

M^{me} Samantha Page, Ecology Action Centre

Objectif

Accroître les connaissances et mieux sensibiliser aux efforts d'adaptation aux changements climatiques en cours en Nouvelle-Écosse et comprendre les liens qui existent entre les efforts d'adaptation aux changements climatiques consentis sur le terrain et la réduction des risques de catastrophe.

Résultat mesurable

Cerner les efforts d'adaptation aux changements climatiques en cours en Nouvelle-Écosse, les facteurs importants pour la mise en œuvre des initiatives d'adaptation aux changements climatiques et les liens qui existent entre les efforts d'adaptation consentis sur le terrain et la réduction des risques de catastrophe.

Résumé de la séance

En Nouvelle-Écosse, le gouvernement provincial, les administrations municipales et les institutions de la société civile mènent des projets d'adaptation afin de réduire au minimum les risques accrus des changements climatiques. Cette séance interactive a été menée par un groupe de dirigeants qui ont discuté de l'incidence de leur travail d'adaptation sur la réduction des risques climatiques en Nouvelle-Écosse, en mettant l'accent sur le fait que les divers éléments, comme la recherche, la participation des intervenants et les études scientifiques et techniques, sont tous essentiels pour passer de la recherche à l'action.

M^{me} Page a soulevé la question de l'élévation du niveau de la mer et de la menace particulière qu'elle représente pour les Néo-Écossais vivant le long du littoral. Elle a déclaré que l'objectif ultime d'intégrer l'élévation du niveau de la mer à toutes les stratégies de planification communautaire nécessite un changement de comportement. La stratégie qu'elle propose pour provoquer ce changement est d'enraciner le message dans l'émotion et la compassion, en parlant des catastrophes et des risques sur le plan humain. À son avis, cette stratégie conviendrait également très bien pour briser l'isolement que ressentent souvent les petites municipalités.

M^{me} Mackenzie-Carey a parlé de l'analyse des risques, notamment de l'utilisation des données de recherche sur le climat pour faire des prévisions plus précises et plus efficaces, ainsi que pour aborder non seulement la question de la probabilité des événements, mais aussi leur gravité. Elle estime qu'il est important de rendre ces données de recherche disponibles afin que les communautés puissent posséder les connaissances nécessaires pour mieux se préparer.

M. Bekkers a parlé de l'importance de la participation des intervenants et de l'établissement de réseaux et de partenariats avec les chercheurs, afin de mettre à jour les normes qui permettent d'améliorer l'infrastructure existante et de créer de nouvelles infrastructures. Il a mentionné que l'absence de lignes directrices et de normes nationales pour la mise en œuvre de meilleures politiques est un obstacle à la diffusion horizontale des types de changements à apporter.

Risques côtiers

Groupe d'experts

Animatrice

M^{me} Erin Taylor, gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard

Experts

M. Donald L. Forbes, Ph. D., Commission géologique du Canada, Ressources naturelles Canada

M. Peter Zuzek, Association Zone côtière Canada

M^{me} Danika Van Proosdij, Ph. D., Université Saint Mary's

M^{me} Ursule Boyer-Villemare, Ph. D., conseillère indépendante

M. Gary Lines, ClimActionServices Inc.

M. Trevor Bell, Ph. D., SmartICE

M^{me} Jessica Shoubridge, Thrive Consulting International

Objectif

Présenter les points importants à considérer pour évaluer les risques côtiers au Canada, ainsi que les divers outils et mesures disponibles pour assurer l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans les régions côtières.

Résumé de la séance

Considérations d'ordre général :

- Les côtes du Canada sont dynamiques et diversifiées, ce qui signifie qu'elles changent constamment et qu'elles sont soumises à des risques et à des effets différents.
- Les régions côtières représentent une part importante de l'économie, de la culture, de l'écologie et du bien-être des Canadiens, puisqu'environ 6,5 millions de Canadiens vivent près des côtes marines et des régions côtières, ce qui représente des échanges commerciaux de 500 milliards de dollars par année; elles sont également importantes pour le tourisme et le transport.
- Les changements climatiques sont à l'origine de plusieurs facteurs de changement sur les côtes, notamment : l'accélération de l'élévation du niveau de la mer; l'augmentation de l'intensité des tempêtes; la déstabilisation du pergélisol; la réduction de l'épaisseur, de la durée et de l'étendue de la glace de mer; le régime des vagues plus énergétique; l'élévation de la température à la surface de la mer et l'acidification des océans.
- Ces risques côtiers entraînent des répercussions, comme des épisodes d'inondation plus fréquents, la destruction de l'habitat, l'intrusion saline dans les aquifères d'eau douce, l'érosion, la perte en terres et les dommages aux infrastructures côtières.
- Une gamme de mesures d'adaptation est nécessaire pour faire face à la complexité et à la nature variée des problèmes auxquels font face les côtes du Canada.

Outils et mesures communs

- Meilleure compréhension des risques afin d'éclairer la prise de décisions
- Approches multisectorielles intégrées
- Collaboration avec les communautés locales pour accroître la sensibilisation et le soutien
- Reconnaissance des connaissances traditionnelles comme une importante source d'information pour améliorer la planification et la mise en œuvre

Tableau 1 : Outils et mesures d'adaptation pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques à la réduction des risques de catastrophe dans diverses régions côtières du Canada

Région et risques et dangers côtiers	Outils et mesures	Contexte et considérations
<p>Dans l'ensemble du Canada</p>	<p>Infrastructure côtière naturelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection et mise en valeur des habitats côtiers existants • Préservation de l'approvisionnement en sédiments • Zones tampons • Servitudes révisables ou marges de recul 	<p><i>Les infrastructures naturelles sont des écosystèmes vivants dont les besoins biophysiques et les besoins en ressources s'étendent au-delà de leur création, de leur amélioration ou de leur protection</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La construction d'ouvrages de génie civil rigides sans tenir compte de la dynamique côtière ou de facteurs socio-économiques mène à des conceptions inadéquates. • Les caractéristiques régionales doivent être prises en considération pour les infrastructures naturelles, y compris le type de risque côtier, l'urgence, l'environnement côtier physique, le cadre réglementaire et les ressources communautaires. • Les habitats côtiers ont d'autres avantages connexes, y compris la rétention et la filtration des eaux pluviales, la dissipation de l'énergie des vagues, ainsi que l'accumulation et la rétention de sédiments. • L'infrastructure naturelle n'est pas toujours la meilleure option, et des approches hybrides sont possibles. • Les approches axées sur l'infrastructure naturelle présentent de nombreux défis (p. ex. normes, permis, manque de capacité, paysages bâtis, resserrement des côtes, etc.).
<p>Grands Lacs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forment le plus grand écosystème mondial d'eau douce 	<p>Meilleure compréhension des risques, en particulier en présence d'un climat en constante évolution.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sans une bonne compréhension des effets des changements climatiques sur les risques côtiers, il n'y a aucune incitation à assurer l'adaptation aux changements climatiques. • Les politiques provinciales sur les risques n'ont pas été mises à jour depuis les

Région et risques et dangers côtiers	Outils et mesures	Contexte et considérations
<ul style="list-style-type: none"> Fournissent des biens et des services à 40 millions de personnes <p>Risques côtiers</p> <ul style="list-style-type: none"> Fluctuations des niveaux d'eau Inondations Érosion 		<p>années 1990.</p> <ul style="list-style-type: none"> La méthodologie actuelle repose sur l'hypothèse du caractère stationnaire du climat. Les projections antérieures sur les changements climatiques estimaient une baisse du niveau moyen des lacs, mais en 2017, le lac Ontario a atteint une hausse record sans précédent.
	Instruments de politique pour faire face aux risques existants et aux défaillances à venir	<ul style="list-style-type: none"> Les codes du bâtiment actuels mettent l'accent sur les nouveaux développements et ne tiennent pas compte des risques existants et des défaillances à venir.
	Intégration de l'adaptation aux changements climatiques au Plan d'action contre le changement climatique de l'Ontario (2016-2020)	<ul style="list-style-type: none"> Le Plan se concentre actuellement sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement d'une économie à faibles émissions de carbone.
	Davantage de données techniques mises à jour pour appuyer les plans d'adaptation aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices sur les inondations extrêmes sont fondées sur un rapport de 1989 et ne tiennent pas compte des données accumulées depuis 30 ans.
	Plans de gestion des rives (PGR) intégrés et multisectoriels prévoyant une plus grande collaboration entre les divers paliers de gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> Les PGR actuels mettent l'accent sur la cartographie des marges de recul des nouveaux développements et ne tiennent pas compte des aspects socio-économiques et écosystémiques. La décrue ordonnée a été recommandée comme approche d'atténuation de l'érosion pour les PGR, mais elle a suscité une forte opposition de la part du public.
<p>Percé (Québec)</p> <ul style="list-style-type: none"> Communauté villageoise Attrait touristique Lieu du fameux Rocher Percé <p>Risques côtiers</p> <ul style="list-style-type: none"> Ondes de tempête Inondations Dommages à l'infrastructure (actifs de 1,5 M\$ à risque d'érosion au Québec) 	<p>Analyse coûts-avantages des options d'adaptation pour protéger la promenade de bois</p> <ul style="list-style-type: none"> Remblayage des plages Remblayage des plages au moyen d'épis Enrochement Digue à talus Mur de protection avec déflecteur 	<ul style="list-style-type: none"> L'analyse doit tenir compte de l'environnement (inondations, érosion, zone d'habitat, frayères), de l'économie (valeur des terres, biens et revenus commerciaux, commerce, revenus touristiques et revenus de la pêche) et des questions sociales (vue sur la mer, accès, utilisation récréative, paysage, patrimoine culturel, qualité de vie). Le remblayage des plages s'est avéré être la solution la plus rentable.
	Sensibilisation et participation accrues des communautés	<ul style="list-style-type: none"> La collaboration avec les communautés a accru la sensibilisation aux problèmes.
	Surveillance des citoyens p. ex. Surveillance côtière Québec, page Facebook	<ul style="list-style-type: none"> Fournir de l'information et des aides visuelles et assurer leur diffusion pour accroître la sensibilisation et obtenir un soutien à l'investissement économique.

Région et risques et dangers côtiers	Outils et mesures	Contexte et considérations
<ul style="list-style-type: none"> • Répercussions sociales • Décembre 2010, les ondes de tempête ont fortement endommagé la promenade de bois de la ville 		
Région de l'Arctique Risques côtiers <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'épaisseur, de la durée et de l'étendue de la glace de mer • Répercussions sur les communautés inuites qui dépendent des déplacements sur la glace de mer • Baisse de la fiabilité des connaissances des Inuits des trajets de déplacements traditionnels • Incidence sur la santé et la sécurité 	SmartICE <ul style="list-style-type: none"> • Service de surveillance durable pour les Inuits et exploité par les Inuits • Une entreprise sociale durable dans le Nord • Comprend des capteurs de glace de mer novateurs <ul style="list-style-type: none"> ○ SmartQAMUTIK ○ Smart BUOY • Cartes des risques de voyage sur la glace de mer qui combinent les connaissances locales et l'imagerie satellitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Fait participer les Inuits à toutes les opérations et à la prise de décisions. • Augmente les connaissances des Inuits sur la glace de mer. • Appuie les valeurs inuites. • Autres applications comme : recherche et sauvetage, expéditions et exercices d'entraînement des Forces armées canadiennes et des Rangers, planification de l'infrastructure et de la protection des côtes, pêche sur glace, tourisme sur la banquise.
Colombie-Britannique Risques côtiers <ul style="list-style-type: none"> • Inondations • Hausse du niveau de la mer • Dommages à l'infrastructure 	Meilleure information à l'appui de la prise de décisions	<ul style="list-style-type: none"> • Cerner les vulnérabilités pour mieux comprendre et communiquer les risques. • Une modélisation dynamique des risques est nécessaire pour obtenir des données ouvertes et accessibles et permettre l'intégration rapide des nouvelles données. • Comblent les lacunes dans les données, comme les scénarios d'élévation relative du niveau de la mer. • Modélisation du potentiel de réduction des risques.
	Mise à jour des codes du bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> • Vancouver a fait passer l'élévation minimale du bâtiment de 3,5 m à 4,6 m, mais la mise en œuvre des nouveaux codes pose encore des défis.
	Appel d'études sur l'élévation du niveau de la mer	<ul style="list-style-type: none"> • Vancouver a fait un appel d'études sur l'élévation du niveau de la mer pour, entre autres, réimaginer les espaces publics et les commodités. • Les plans sont en cours d'élaboration.

Infrastructure résiliente

Groupe d'experts

Animateur

M. Robert Judge, Infrastructure Canada

Experts

M^{me} Heather Auld, Risk Sciences International

M^{me} Shannon Joseph, Fédération canadienne des municipalités

M^{me} Brenda Murphy, Ph. D., Université Wilfrid Laurier

Objectif

Réunir des experts dans le domaine de l'infrastructure résiliente pour discuter des besoins, des éléments clés de la réussite (leçons apprises) et des possibilités à venir afin de s'assurer que les investissements effectués au cours des dix prochaines années et au-delà, y compris ceux effectués dans le cadre du plan *Investir au Canada*, contribuent à réduire la vulnérabilité, à améliorer la capacité et à bâtir des collectivités plus adaptables et plus résilientes.

Résultat mesurable

Mieux faire connaître les programmes clés d'Infrastructure Canada et de la Fédération canadienne des municipalités ayant trait à l'adaptation, à la résilience et à la prévention des catastrophes, ainsi que permettre aux participants d'utiliser les leçons retenues pour tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques au moment d'investir dans l'infrastructure.

Résumé de la séance

M. Robert Judge, Infrastructure Canada

De nouveaux investissements fédéraux nous permettront de travailler avec les provinces et les territoires et d'autres partenaires et intervenants afin d'aider les collectivités à faire face aux changements climatiques. Ainsi, une somme de 9,2 milliards de dollars a été allouée à l'infrastructure verte, y compris les projets visant l'atténuation des gaz à effet de serre (GES), la qualité de l'environnement, ainsi que l'adaptation, la résilience et l'atténuation des catastrophes. On disposera d'un fonds de 2 milliards de dollars pour l'atténuation des effets des catastrophes et l'adaptation. Ce fonds est destiné aux projets de plus grande envergure et l'argent sera alloué selon un processus fondé sur le mérite. De plus, nous appuyons le Conseil national de recherches du Canada par un investissement de plus de 40 millions de dollars pour mettre à jour les codes du bâtiment et élaborer des guides et des lignes directrices pour faire en sorte que notre infrastructure soit plus résiliente aux changements climatiques. Le gouvernement fédéral envisage également d'ajouter une nouvelle perspective climatique à son évaluation de nouveaux projets dans des domaines comme

l'infrastructure, le transport en commun, les collectivités rurales et nordiques, la culture et les loisirs. Dans cette optique, nous examinerons l'incidence des émissions de GES et de la résilience aux changements climatiques.

M^{me} Heather Auld, Risk Sciences International
Infrastructure résiliente pour faire face aux changements climatiques

Il faudra beaucoup de temps pour se débarrasser des GES, à l'origine des changements climatiques, comme nous le savons. Dans 100 ans, 60 % des niveaux actuels de GES dans l'atmosphère y demeureront. Dans 1 000 ans, il en restera 25 %. Il n'y a plus de temps à perdre pour devenir plus résilient.

Notre infrastructure a été conçue à partir de données historiques. Mais le passé n'est plus aussi révélateur des phénomènes auxquels l'infrastructure devra résister à l'avenir. Notre infrastructure vieillissante doit être remplacée dans les plus brefs délais. La situation crée une vulnérabilité supplémentaire, mais aussi une occasion. La moitié de l'infrastructure que nous verrons en 2030 n'a pas encore été construite. Nous avons l'occasion de bien faire les choses, de les faire durer. De même, nous avons besoin de plus de données pour faire et reconstruire mieux après une catastrophe, plutôt que de reconstruire rapidement.

Il convient de noter que le même ensemble de valeurs de conception climatique ne s'applique pas à tous les projets. De plus, la vulnérabilité de l'infrastructure n'est pas linéaire. Au contraire, les défaillances peuvent augmenter de façon exponentielle. Par exemple, à partir d'un certain point, une augmentation de 10 % de la vitesse du vent peut multiplier par plusieurs centaines de fois le risque de dommages. Les anciennes données peuvent ne pas résister à l'épreuve du temps, ce qui complique davantage la situation. De plus, nous en savons plus sur la façon de faire face à la chaleur extrême que sur celle de faire face aux fortes précipitations, aux tempêtes de vent, aux tempêtes de verglas et aux tornades.

Voilà qui soulève la question des mesures que nous pouvons prendre. De nouvelles infrastructures seront construites au cours des vingt prochaines années ou plus. Entre-temps, nous devons également entretenir ou moderniser l'infrastructure existante. Une attention accrue sera accordée au passif et à la divulgation des risques. Des travaux sont en cours pour mettre à jour les données climatiques pour 2020 et les codes et normes ultérieurs. Mais nous devons également travailler avec l'infrastructure actuelle de plus en plus vulnérable. De nombreux ingénieurs possèdent le savoir-faire nécessaire pour rendre les actifs plus résistants. Convaincre les propriétaires, cependant, est une autre question.

Comme l'infrastructure existante est plus vulnérable aux changements extrêmes, nous devons être prêts à faire face à un plus grand nombre d'urgences. Nous avons besoin d'une cartographie des risques. Nous avons besoin de codes et de normes. Nous avons besoin de bonnes données climatiques. Aucun organisme gouvernemental n'a l'argent pour tout faire, mais nous devons trouver un moyen de le faire.

L'évaluation des risques est importante. Dès que les organisations prennent conscience du risque auquel elles sont confrontées, elles agissent la plupart du temps. Parfois, les mesures à prendre ne coûtent pas cher. D'autres fois, nous devons établir des priorités. L'adaptation par étapes peut également être poursuivie (p. ex. construction d'une berme à laquelle on peut ajouter un autre mètre de hauteur plus tard).

Il y a un fossé entre la recherche, la R-D et la science, d'une part, et les données permettant de prendre les décisions nécessaires à l'action, d'autre part. Nous ne pouvons pas non plus nous permettre d'attendre la perfection dans ces domaines.

M^{me} Shannon Joseph, Fédération canadienne des municipalités **Infrastructure résiliente : le point de vue municipal**

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) se préoccupe de l'infrastructure durable. Elle prendra des mesures pour lesquelles bon nombre d'entre vous peuvent obtenir du soutien.

Le Canada compte 3 657 municipalités. De ce nombre, 78 % ont une population de moins de 5 000 habitants. Soixante pour cent des infrastructures appartiennent aux municipalités. Mais les petites collectivités ont de la difficulté à prendre des décisions éclairées et adéquatement financées en matière d'infrastructure. Nous avons besoin d'approches différentes en matière de gouvernance. Il faut intégrer les processus opérationnels à la gestion des actifs et tenir compte des changements climatiques dans le débat.

De nombreuses collectivités ne font pas grand-chose en matière de gestion des biens et des changements climatiques. Même dans les grandes collectivités, il existe un cloisonnement des divers actifs et des divers décideurs. Les communautés préoccupées par les changements climatiques ne savent pas toujours comment utiliser l'information existante. Il est nécessaire d'amener les citoyens et les conseillers municipaux à comprendre les raisons pour lesquelles nous devons tenir compte des changements climatiques. Cela dit, il faut des ressources pour préparer des analyses de rentabilisation en vue de prendre des décisions appropriées et pour inscrire les questions à l'ordre du jour des décideurs.

Comment pouvons-nous aider les municipalités à intégrer l'adaptation à leurs activités? Nous disposons de 186 milliards de dollars au cours des 12 prochaines années pour soutenir l'infrastructure au Canada. Nous avons également de nouvelles idées sur la façon de construire. Il est possible d'adopter des approches communes pour régler les problèmes dans les collectivités de tout le Canada. De plus, des outils existent partout au Canada. Nous devons tirer parti de ces outils. Nous débloquerons 47 millions de dollars pendant trois ans et demi à quatre ans pour les évaluations de vulnérabilité, les solutions, le personnel, etc. Jusqu'à présent, 36 % des fonds ont été affectés à l'adaptation, contre 64 % pour l'atténuation. Notre objectif est d'augmenter les fonds pour l'adaptation à 60 %.

M^{me} Brenda Murphy, Ph. D., Université Wilfrid Laurier

Systèmes d'infrastructure et résilience face aux changements climatiques : espaces ruraux et autochtones

Nous devons nous concentrer sur le respect de la consultation, l'obtention des ressources adéquates et l'intégration.

En ce qui concerne la consultation, les besoins des Premières Nations sont différents. Nous devons reconnaître l'obligation de consulter et l'incidence des relations historiques, de même que développer la conscience et la sensibilité culturelle. Les collectivités rurales et autochtones ont des forces et des défis distincts en matière d'infrastructure. C'est encore plus vrai dans les collectivités éloignées et isolées qui ne sont desservies que par avion ou bateau. Chaque communauté a des besoins différents. Il n'y a pas de solution miracle. Il faut prendre les mesures qui conviennent à chaque communauté. Il faut également accéder aux connaissances locales et traditionnelles. En renforçant et en soutenant les capacités et les talents locaux, il est possible de renforcer de beaucoup les projets.

Les ressources doivent être adéquates et efficaces. Les fonds doivent correspondre aux besoins, qui sont différents dans chaque communauté, et être ciblés pour les communautés rurales et autochtones. Nous devons faire la distinction entre les besoins distincts des grandes collectivités, des petites collectivités et des collectivités autochtones et être conscients que certaines collectivités n'ont pas la capacité d'accéder au financement (p. ex. ne savent pas comment faire une demande de subvention). Après une catastrophe, il se peut que les communautés n'aient pas les moyens de reconstruire mieux. Elles reconstruisent donc selon les anciennes normes, ce qui les laisse tout aussi, voire plus vulnérables si les effets des changements climatiques s'aggravent.

Les obstacles juridictionnels peuvent nuire à une intervention efficace et rentable, tandis que l'aide mutuelle et la mise en commun des services entre gouvernements peuvent être très efficaces. Pour que les ententes d'aide mutuelle et de services fonctionnent, il faut connaître vos dangers, vos besoins et vos capacités; faire une évaluation des risques; savoir ce dont vous avez besoin de la part des autres et veiller à ce que vos besoins soient satisfaits.

Il faut tenir compte des facteurs socioécologiques lors de la prise de décisions concernant les systèmes physiques construits et naturels, ce qui mènera à la définition d'une série de services nécessaires ou souhaités et des systèmes humains qui gèrent les systèmes physiques. Toutes les composantes peuvent nécessiter un ajustement, une atténuation ou une adaptation. La réflexion sur les changements climatiques ne doit pas se faire exclusivement dans le cadre de la gestion des urgences. Les effets des changements climatiques doivent être pris en considération dans toutes les disciplines.

Annexe – Évaluation et statistiques

La Table ronde de 2017 a suscité beaucoup d'intérêt et attiré quelque 250 personnes venues y assister en personne et beaucoup d'autres présentes de façon virtuelle. Les participants représentent tous les ordres de gouvernement, le secteur privé, les peuples autochtones, les organisations non gouvernementales, le milieu universitaire et le grand public.

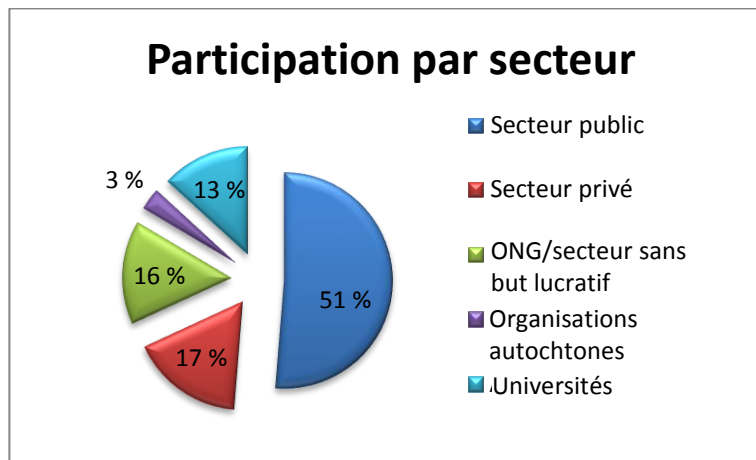
Afin de recueillir des commentaires sur l'événement et d'éclairer la planification d'événements futurs, un sondage d'évaluation a été remis à la Table ronde et par voie électronique aux participants. Les commentaires généraux reçus des répondants ont indiqué un très grand niveau de satisfaction à la suite de l'événement.

Résultats

Nombre de participants à la Table ronde : 253

Nombre de répondants au sondage : 64

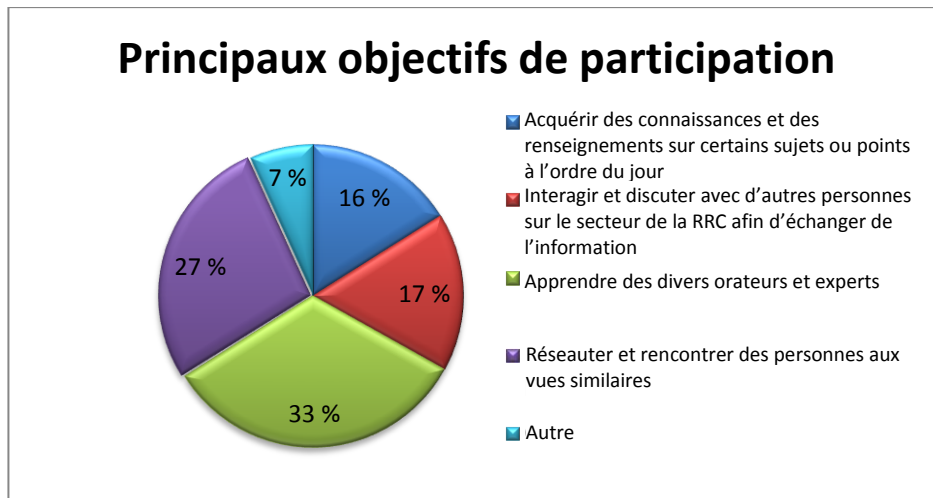
Figure 1



Le graphique montre le pourcentage de participants à la Table ronde selon les divers secteurs de la société. Sur l'ensemble des 253 participants, 51 % représentent le secteur public (+8 %)*; 13 %, le milieu universitaire (-6 %)*; 16 %, les organisations non gouvernementales (ONG) (+2 %)*; 17 %, le secteur privé (+5 %)* et 3 %, les organisations autochtones.

* Écart en pourcentage par rapport aux résultats du sondage d'évaluation de la Table ronde de 2016.

Figure 2



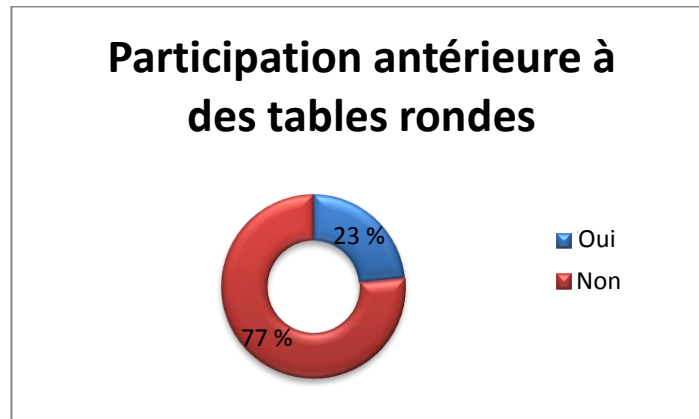
Le graphique montre que les répondants au sondage avaient plusieurs objectifs pour participer à la table ronde de 2017. Les participants qui ont répondu au sondage ont évoqué les principaux objectifs* suivants :

- 33 % souhaitaient apprendre des divers orateurs et experts;
- 27 % souhaitaient réseauter et rencontrer des personnes aux vues similaires.

Parmi les autres objectifs, mentionnons les suivants : 17 %, Interagir et discuter avec d'autres personnes sur le secteur de la RRC afin d'échanger de l'information, 16 %, Acquérir des connaissances et des renseignements sur certains sujets ou points à l'ordre du jour et 7 %, Autre.

* Les deux mêmes objectifs principaux qu'en 2016.

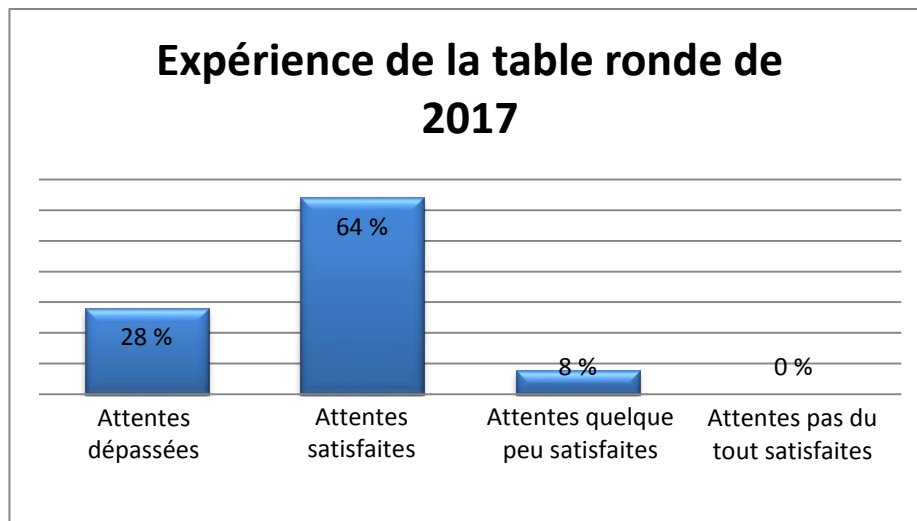
Figure 3



Les résultats du sondage présentés dans ce graphique montrent que 77 % (+15 %)* des répondants n'ont jamais assisté à une table ronde et que 23 % (-15 %)* des répondants ont déjà participé à une table ronde.

* Écart en pourcentage par rapport aux résultats du sondage d'évaluation de la Table ronde de 2016.

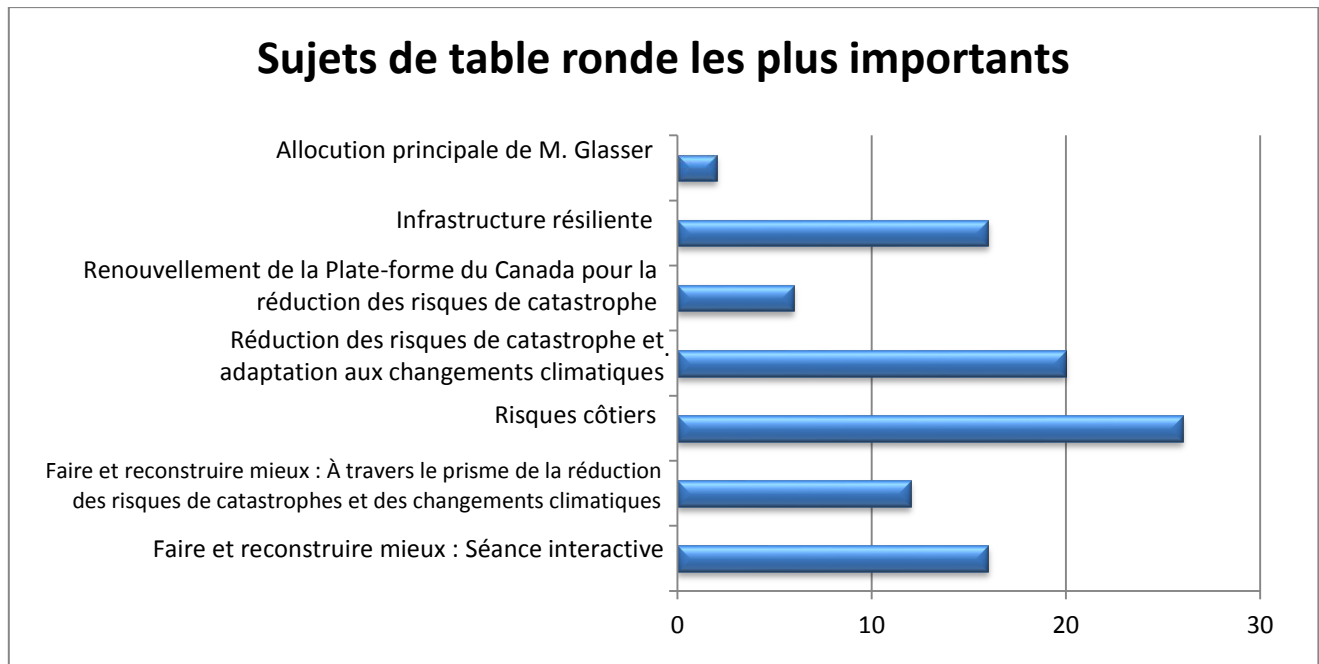
Figure 4



Le graphique illustre le niveau d'attentes des répondants à la suite de la Table ronde : 28 % des attentes des répondants ont été dépassées (-1 %)*; 64 % ont été satisfaites (+15 %)*; 8 % ont été quelque peu satisfaites (-13 %)*, et 0 % n'ont pas du tout été satisfaites (-1 %)*.

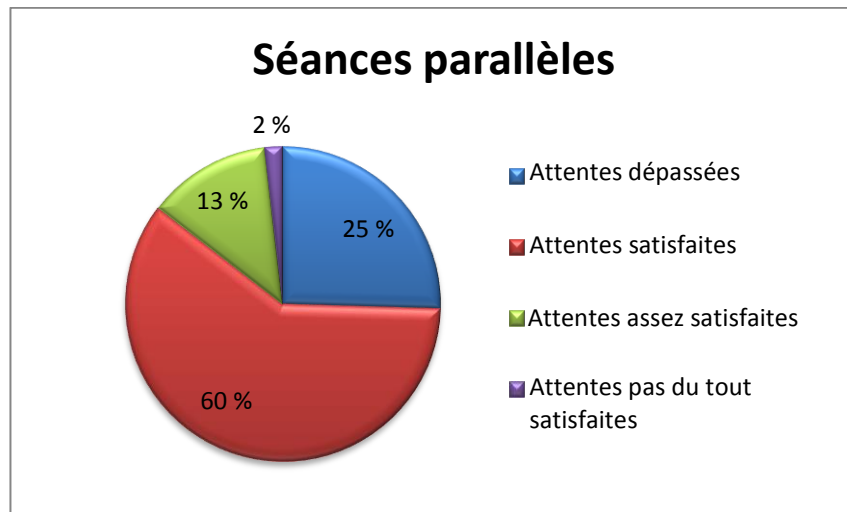
* Écart en pourcentage par rapport aux résultats du sondage d'évaluation de la Table ronde de 2016.

Figure 5



Ce graphique montre que les thèmes « Risques côtiers » et « Réduction des risques de catastrophes et adaptation aux changements climatiques » ont suscité le plus d'intérêt et sont considérés comme les sujets de discussion les plus intéressants par les répondants. Les autres sujets de la Table ronde ayant suscité de l'intérêt sont les suivants (du plus grand intérêt au plus petit intérêt) : « Faire et reconstruire mieux : Séance interactive », « Infrastructure résiliente », « Faire et reconstruire mieux : À travers le prisme de la réduction des risques de catastrophes et des changements climatiques », « Renouvellement de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe » et « Allocution principale de M. Glasser ».

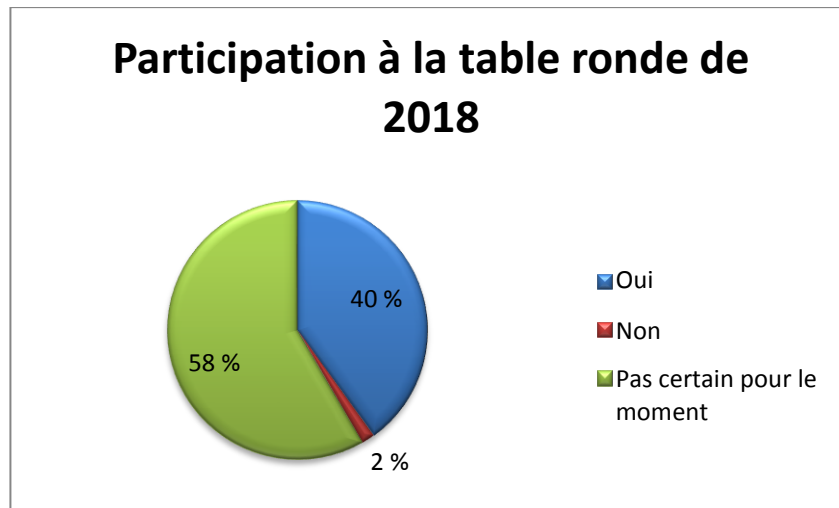
Figure 6



Le graphique illustre les divers niveaux de satisfaction des répondants par rapport aux séances parallèles. Les résultats ont été positifs : 25 % des répondants ont vu leurs attentes dépassées (+15 %)* et 60 % ont vu leurs attentes satisfaites (+19 %)*. Seulement 13 % des répondants disent que leurs attentes ont été quelque peu satisfaites et 2 %, qu'elles n'ont pas du tout été satisfaites.

* Écart en pourcentage par rapport aux résultats du sondage d'évaluation de la Table ronde de 2016.

Figure 7



On a demandé aux participants s'ils prévoient assister à la Table ronde de 2018. Les résultats montrent que 58 % d'entre eux souhaitent assister à l'événement l'an prochain (+ 2 %)*, 40 % n'étaient pas certains pour le moment (+ 7 %)* et seulement 2 % ont répondu qu'ils n'étaient pas en mesure d'y assister (- 5 %)*.

* Écart en pourcentage par rapport aux résultats du sondage d'évaluation de la Table ronde de 2016.

Voici une liste des thèmes suggérés par les répondants pour les tables rondes à venir.

- Séance sur les considérations liées à la RRC dans les questions liées à l'industrie (p. ex. secteur de l'énergie)
- Incidence des changements comportementaux et sociaux sur la RRC
- Point de vue du secteur financier et du secteur bancaire sur la RRC et l'ACC
- Liens entre les soins de santé/risques pour la santé publique et la RRC
- Reconnaître les partenariats public-privé qui ont contribué à la RRC au Canada
- Mobilisation communautaire et renforcement de la confiance pour optimiser la RRC
- Encourager les investissements dans la RRC
- Enjeux nordiques

Sensibilisation à la participation des intervenants à la Table ronde de 2017

Sécurité publique Canada s'est engagé auprès des groupes d'intervenants suivants à promouvoir et à encourager la participation à la Table ronde nationale de 2017 sur la réduction des risques de catastrophe :

- Membres de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe
- Membres de la Plate-forme du Canada pour l'adaptation aux changements climatiques
- Cadres supérieurs fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la gestion des urgences
- Comité d'intervention d'urgence des directeurs généraux
- Comité des politiques en matière de gestion des urgences des directeurs généraux
- Réseau canadien d'étude des risques et dangers
- International Association of Emergency Managers
- Bureau d'assurance du Canada
- Organisations non gouvernementales régionales de la Nouvelle-Écosse
- Établissements universitaires de l'Atlantique